



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

CCP PRA044807
SAILMI/SDASEM/BAM

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

**Location et mise à disposition sur le site de l'aéroport de Paris – Le Bourget
d'avions de transport de type BEEHCRAFT 1900D et de prestations associées, au
profit des services du ministère de l'Intérieur.**

Annexe I : Dispositions relatives à la protection des données personnelles

Annexe II : Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par
l'arrêté du 18 septembre 2018

Annexe III : Référentiel spécifique de sécurité (RSS)

Annexe IV : Spécification logiciels de préparation de mission

Glossaire :

CRM : Compte-rendu matériel

DGEF : Direction générale des étrangers en France

DNPAF : Direction nationale de la police aux frontières

EASA : European Aviation Safety Agency

LME : Liste Minimum d'Équipements

MININT : Ministère de l'Intérieur

RSS : Référentiel spécifique de sécurité

1	Objet de l'accord-cadre	6
2	Cadre juridique et conditions de mise en concurrence	7
3	Allotissement et décomposition de l'accord-cadre	7
4	Forme et étendue de l'accord-cadre	7
5	Durée de l'accord-cadre	8
6	Montants de l'accord-cadre	9
7	Documents contractuels	9
8	Description des prestations à réaliser	9
8.1	Lieu d'exécution	9
8.2	Caractéristiques de l'aéronef	10
8.2.1	Caractéristiques et performances de l'aéronef (RSS 510)	10
8.2.2	Équipements de sécurité et de confort particuliers (RSS 530)	10
8.2.3	Spécifications et performance de navigation (RSS 520)	11
8.2.4	Équipements, prestations de préparation et conduite du vol (RSS 540)	11
8.2.5	Spécifications en matière de sécurité des vols (RSS 550)	11
8.3	Description du poste 1	12
8.3.1	Mise à disposition de l'avion et d'un emplacement de stationnement	12
8.3.2	Maintien de navigabilité et entretien de l'aéronef	13
8.3.3	Maintenance préventive	14
8.3.4	Maintenance curative	15
8.3.5	Maintenance évolutive	15
8.3.6	Etats des lieux	16
8.3.7	Préparation et nettoyage de l'avion avant et au retour de mission	16
8.3.8	Fongibilité des heures d'une année sur l'autre	17
8.4	Heures de vol au-delà du forfait (postes 2)	17
8.5	Formations (poste 3)	17
8.6	Actions correctrices liées à une dégradation (poste 4)	18
8.7	Nettoyages de l'avion supplémentaires (poste 5)	19
8.8	Mise à disposition d'une carte affaire (poste 6)	20
8.9	Souhaitable_Transport de « matières dangereuses » (poste 7)	20
8.10	PSE facultative_Hangarage (poste 8)	21
9	Condition de réalisation de la prestation (poste 1)	21
9.1	Décompte des heures de vol	21
9.2	Disponibilité des moyens du titulaire	21
9.2.1	Disponibilité de l'avion	21
9.2.2	Critères de disponibilité opérationnelle	22
9.2.3	Taux de disponibilité opérationnelle	22
9.2.4	Clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle	22
9.2.5	Indisponibilité définitive de l'avion	23
9.3	Modalités de réalisation de la maintenance	23
9.3.1	Infrastructures	23

9.3.2 Moyens mis à disposition	23
10 Vérification et réception des fournitures et prestations	24
10.1 Mise à disposition de l'avion et de l'emplacement de stationnement	24
10.2 Maintenances, actions correctrices et préparation de l'avion	25
10.3 Heures de vol hors forfait	25
10.4 Actions de formations	25
10.5 Actions correctrices et nettoyages supplémentaires	25
10.6 Carte affaire	25
10.7 Souhaitable_Assistance aux procédures « matières dangereuses »	25
11 Conditions spécifiques d'exécution	26
11.1 Pilotage et suivi de l'accord cadre	26
11.1.1 Représentation du ministère	26
11.1.2 Représentation du titulaire	26
11.2 Responsabilité et obligation du titulaire	26
11.2.1 Responsabilité du titulaire	26
11.2.2 Obligations réglementaires	27
11.2.3 Obligation de conseil et d'information	27
11.2.4 Obligation d'accès	28
11.2.5 Obligations incombant au personnel de maintenance et préparation de l'avion	28
11.2.6 Obligation de discrétion et de confidentialité	28
11.2.7 Mesures de sécurité	29
11.2.8 Propriété	29
11.2.9 Assurances	29
12 Modalité de passation des commandes	30
12.1 Dispositions générales	30
12.1.1 Dispositions particulières à chaque prestation à bon de commande	30
12.1.1.1 Heures de vol au-delà du forfait	30
12.1.1.2 Formations	30
12.1.1.3 Actions correctrices	30
12.1.1.4 Prestations de nettoyage	31
12.1.1.5 Carte affaire	31
12.1.1.6 Souhaitable_Assistance aux procédures « matières dangereuses »	31
12.2 Cession de l'activité du titulaire	31
13 Conditions financières - Rémunération du titulaire	31
13.1 Prix de l'accord-cadre	31
13.2 Révision des prix	31
13.2.1 Prestations forfaitaires du poste 1	31
13.2.2 Prestations unitaires	32
13.3 Clause de sauvegarde	33
13.4 Contenu des prix	33
14 Modalités de paiement	33
14.1 Modalités de paiement des prestations	33
14.2 Facturation	33
14.2.1 Conditions de recevabilité des factures	33

14.2.2 Monnaie	34
14.2.3 Transmission des factures	34
14.3 Délais de paiement	35
14.3.1 Prestations du poste 1	35
14.3.2 Prestations des postes 2 à 7	35
14.4 Avance	35
14.5 Prestations sur devis	36
14.6 Sous-traitance	36
14.7 Nantissement et cession de créance	37
14.8 Modifications en cours d'exécution : clause de réexamen	37
15 Pénalités	37
15.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	37
15.1.1 Pénalités liées à la mise à disposition initiale de l'avion	37
15.1.2 Pénalités liées à la maintenance	37
15.1.1 Pénalités liées à la remise du certificate de vérification	38
15.1.2 Pénalités liées à la formation et documentation associée	38
15.1.3 Pénalités liées au signalement d'une panne	38
15.1.4 Pénalités liées à la communication en cas de travaux non programmées	38
15.1.5 Pénalités liées au manques de disponibilités de l'aéronef	38
15.2 Pénalités liées aux prestations de nettoyage	38
15.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale	38
15.4 Pénalités pour non-respect des obligations administratives	39
15.5 Personnes compétentes en matière de pénalités	39
15.6 Application des pénalités	39
16 Suivi de l'accord-cadre	40
16.1 Phase de déploiement	40
16.2 Suivi de l'exécution des prestations	40
16.3 Statistiques	40
17 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	41
18 Responsabilité sociétale et développement durable	41
18.1 Droits de l'Homme	41
18.2 Relations et conditions de travail	42
18.3 Communauté et développement local	42
18.4 Loyauté des pratiques	42
18.5 Contrôle	43
19 Clauses sociales et environnementales	43
19.1 Clause d'exécution sociale	43
19.1.1 Action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire	43
19.1.1 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché	44
19.1.2 Contrôle et évaluation de l'action de formation	44
19.2 Clauses environnementales	45

19.2.1 Bilan des émissions de gaz à effet de serre	45
19.2.2 Aviation	45
19.2.3 Maintenance	46
19.2.4 Numérique	46
19.2.5 Documentation	46
20 Droit, langue et monnaie	46
21 Contrôle des prestations	47
22 Procédure contentieuse	47
23 Résiliation	47
23.1 Cadre général	47
23.2 Perte d'agrément CTA	48
24 Clause de réversibilité	48
24.1 Description générale	48
24.2 Modalités d'exécution	48
25 Dérogations au CCAG-FCS	50

1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la location « coque nue » et la mise à disposition **sur le site l'aéroport de Paris du Bourget** d'avions de transport de type Beechcraft 1900D en état de navigabilité et les prestations associées, au profit des services du ministère de l'intérieur, ici désigné « administration » et ceci auprès d'un exploitant, dénommé « titulaire », détenteur d'un certificat de transporteur aérien délivré par l'EASA ou reconnu par cette dernière.

La détention de ce certificat de transport aérien en état de validité par le titulaire est une exigence impérative.

L'accord-cadre comprend :

- la mise à disposition de l'aéronef « coque nue » ;
- un forfait d'heure de vol de 1 300H/an, réduit à 1 200 heures pour la première année du contrat ;
- la mise à disposition d'un emplacement de stationnement sur le site de l'aéroport de Paris – Le Bourget ;
- le maintien de navigabilité, l'entretien et la préparation de l'avion ;
- l'assistance aéroportuaire pour l'aéronef et l'équipage ;
- l'assistance technique ;
- la mise à disposition d'un système de préparation de mission ;
- les prestations associées suivantes :
 - les heures de vol au-delà du forfait de 1300H /an (au-delà de 1 200 heures pour la première année du contrat) ;
 - la formation et le maintien de compétence des pilotes de l'administration pour l'exploitation de l'aéronef mis à disposition ;
 - la formation des opérateurs opérations au logiciel de préparation mission mis à disposition de l'administration par le titulaire ;
 - les nettoyages supplémentaires de l'avion ;
 - les actions correctrices suite à des pannes ou dégradations liées à une mauvaise utilisation de l'administration ;
 - la mise à disposition d'une carte affaire.

Celui-ci est régi par le CCAG-FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1^{er} avril 2021. Ce texte, non fourni, est réputé être connu du titulaire.

Le MININT attend du titulaire qu'il :

- réponde aux exigences détaillées dans le présent CCP et au référentiel spécifique de sécurité qui l'accompagne (RSS), et d'une façon générale à tous les besoins usuels, actuels et à venir, dans l'exercice courant de la profession ;
- soit disponible et réactif, 24h/24 et 7J/7, pour répondre aux besoins des services utilisateurs, gérer les urgences et autres complexités liées à l'activité des services utilisateurs, dans les conditions énoncées à l'article 9 « condition de réalisation de la prestation » du présent CCP.

2 Cadre juridique et conditions de mise en concurrence

Le présent accord-cadre, est soumis au code de la commande publique.

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

Cet appel d'offres ouvert est notamment soumis aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 1°, R. 2131-16 à R.2131-20, R-2132-1, R-2132-2, R.2132-7 à R.2132-9, R.2132-11, R.2132-14 du code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE, au BOAMP et sur le profil acheteur (la plateforme des achats de l'État (PLACE) de la personne publique.

3 Allotissement et décomposition de l'accord-cadre

En application de l'article L.2113-11 1° du code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti. Le ministère de l'Intérieur ne pouvant assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination de plusieurs attributaires sans perdre en réactivité.

4 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre, mono-attributaire, est mixte.

La prestation suivante est forfaitaire :

Poste 1 - Mise à disposition initiale et pendant toute la durée de l'accord-cadre d'un avion en état de navigabilité et de son emplacement de stationnement situé sur l'aéroport de Paris – Le Bourget.

Ce poste inclut :

- un forfait de 1 300 heures de vol par an, forfait réduit de 1 200 h la première année du contrat ;
- la préparation de l'avion ;
- l'assistance technique aéroportuaire ;
- le maintien de navigabilité ;
- l'entretien de l'avion, lorsqu'il n'est pas liée à une mauvaise utilisation de celui-ci par l'administration.

L'exécution de la prestation forfaitaire débute conformément aux modalités de l'article 5 du présent document « Durée de l'accord-cadre du présent document ».

La prestation forfaitaire est renouvelée lors de chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les prestations suivantes sont exécutées au fur et à mesure de l'apparition des besoins, par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique :

- Poste 2 – heures de vol additionnelles au-delà de 1 300 heures de vol /an, et au-delà de 1 200 heures la première année ;
- Poste 3 – formations et actions de maintien de compétence des équipages ;
- Poste 4 – actions correctrices liées à une mauvaise utilisation de l'avion ;
- Poste 5 – nettoyages supplémentaires de l'avion ;
- Poste 6 – commission sur les achats payés avec la carte affaire.

Prestation souhaitée par l'administration (souhaitable valorisée si proposée)

- Poste 7 – Transport de « matières dangereuses » et prestations associées.

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives :

- Poste 8 – Hangarage.

Sans préjudice de l'article R.2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois (6) la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les caractéristiques de chacun des postes sont explicitées dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre et dans le référentiel spécifique de sécurité (RSS) qui l'accompagne.

Le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1) à compter du **08/07/2026** au plus tôt ou à la date de notification si elle s'avère postérieure à cette date.

Il peut être reconduit trois (3) fois, par période de douze (12) mois, par tacite reconduction.

La notification du marché emporte commande de la prestation du poste 1, pour la première année, dont le montant est défini dans l'annexe financière.

S'ensuit une phase de déploiement préparatoire à l'exécution de la prestation, elle ne pourra pas excéder 1 mois.

L'exécution des prestations, objet du poste 1 ne pourront alors débuter qu'à l'issue de la phase de déploiement et au plus tôt le **08/08/2026**.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire au plus tard deux mois avant le terme de la période en cours.

La non-reconduction de l'accord-cadre, n'ouvre pas droit à indemnité ni à aucun dédommagement.

La décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de validité de l'accord-cadre.

6 Montants de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum en quantité et en valeur et avec un maximum financier.

À titre indicatif, le montant estimatif du besoin est de 3 000 000 € TTC par année d'exécution de l'accord-cadre.

Ce montant estimatif ne saurait engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu avec le maximums financiers pour la durée de l'accord-cadre de 4 000 000 € TTC par année d'exécution.

7 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre d'importance décroissante :

- L'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix (annexe financière) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes listées en première page du présent document ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le référentiel cadre de sécurité applicable (RSS) ;
- Les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cadre de réponse technique ;
- L'avis d'appel public à la concurrence ;
- La mise au point éventuelle.

Les exemplaires des documents contractuels conservés dans les archives de la personne publique font seuls foi. En cas de contradiction entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

8 Description des prestations à réaliser

8.1 Lieu d'exécution

L'avion est stationné sur l'aéroport du Bourget.

Capacité d'opérations :

- dans tous pays non objet de sanction ou d'embargo de l'OACI et de l'ONU ;
- vers toute destination ne nécessitant pas une certification de l'avion et un agrément ETOPS (Extended-range Twin-engine Operation Performance Standards) de l'exploitant.

Nota : le règlement ETOPS un règlement de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) permettant aux avions commerciaux équipés de deux moteurs d'utiliser des routes aériennes comportant des secteurs à plus d'une heure d'un aéroport de secours donc, en particulier, les parcours océaniques. En d'autres termes, un avion, sans cette certification ne peut voler sur des routes ou à tout moment il se trouve à moins d'une heure d'un terrain de déroutement.

8.2 Caractéristiques de l'aéronef

8.2.1 Caractéristiques et performances de l'aéronef (RSS 510)

En regard des qualifications des pilotes du ministère de l'Intérieur, le titulaire doit exclusivement mettre à la disposition du ministère un modèle d'aéronef de type Beechcraft 1900D présentant les caractéristiques techniques et les équipements suivants :

- bi turbopropulseur non JAR25 (mono pilote) ;
- pressurisé ;
- autonomie d'au moins 2 heures avec 2 pilotes et 19 passagers ou 1 tonne de fret ;
- vitesse en croisière > 265kt (nœuds) ;
- capacité de 19 sièges passagers ;
- porte d'accès située à l'avant de l'avion ;
- aéronef certifié pour une exploitation VFR, IFR de jour comme de nuit (voir paragraphe 8.2.3) par l'EASA ou par une autorité reconnue par cette dernière ;
- avion certifié en conditions givrantes par l'EASA ou par une entité reconnue par cette dernière.

8.2.2 Équipements de sécurité et de confort particuliers (RSS 530)

L'aéronef présentera les équipements de sécurité et de confort particuliers suivants :

Équipements de sécurité conformes à la réglementation de l'agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) pour une exploitation NCC (Non commercial operation with complex powered aircraft) et si besoin CAT dont :

- EGPWS (Radar de proximité du sol) ou TAWS (Signalisation de risque de collision avec le sol) ;
- FDR (enregistreur de données de vol) ;
- CVR (enregistreur vocal de vol) ;
- TCAS (système anticollision) ;
- Equipements de radiotéléphonie au pas de 8.33 kHz ;
- FDS (directeur de vol) ;
- radar météo ;
- pilote automatique évolué (couplé au GPS) avec : capture d'altitude, d'approche et suivi d'approche finale ;
- balise ELT 406 Mhz ;
- GPS nouvelle génération (cartographie) ;
- climatisation ;
- emplacement dédié en soute et adapté au stockage et à la conservation des denrées alimentaires et plateaux repas durant le vol ;
- trousse de secours ;
- équipements de survie sauvetage pour survol maritime dont quatre gilets de sauvetage et quatre ceintures de sécurité pour enfants ;

- hauteur de cabine comprise entre 1,60 m et 1,90 m pour faciliter l'intervention en cabine ;
- toilettes chimiques, d'une capacité suffisante pour 20 personnes à bord durant un vol aller/retour sur longue distance. Le titulaire s'engage à assurer le nettoyage et le reconditionnement des toilettes à chaque fin de mission. A minima elles sont nettoyées une fois par semaine.

Une séparation des toilettes chimiques et de la cabine passager est souhaitée (cette exigence souhaitable est valorisée si proposée).

8.2.3 Spécifications et performance de navigation (RSS 520)

L'aéronef sera certifié et équipé pour :

- une exploitation VFR/IFR de jour comme de nuit, éventuellement en conditions givrantes, en conformité avec exigences PART OPS.NCC.IDE.130 et suivantes ;
- une exploitation spécifique conforme, pour l'agrément de l'exploitant aux procédures :
 - PBN (*Performance Based Navigation*) de niveau P-RNAV et RNP APP 0.1 à 0.4 (exigence PART OPS -SPA.PBN.100)
 - LVO (*Low visibility landing and Take off*) (exigence PART OPS SPA.LVO.130)

La planche de bord offrira, quel que soit le siège (pilote commandant de bord et copilote) les mêmes informations.

Une planche de bord EFIS est souhaitée. Dans le cas où l'avion est équipé de cette planche de bord EFIS, une familiarisation des équipages à celle-ci est rendue nécessaire (ces exigences souhaitables sont valorisées si proposées).

8.2.4 Equipements, prestations de préparation et conduite du vol (RSS 540)

Le titulaire s'assurera de la mise à disposition de l'administration :

- d'un système de préparation mission (hardware et software) mobile ;
- du manex sous forme numérique y compris pour l'exploitant ;
- de la documentation aéronautique sur tablette (7 tablettes - Electronic Flight Bag certifiées aéronautique) +1 pour GAM PN certifiée incluant la documentation aéronautique , et celle de l'exploitant (version numérique du manuel d'exploitation de la compagnie aérienne (Manex)) ;
- d'une base de données GPS à jour conforme pour une exploitation PBN.

Le titulaire met à jour la base de données du GPS ainsi que les logiciels dont l'avion est équipé.

8.2.5 Spécifications en matière de sécurité des vols (RSS 550)

Le titulaire est responsable de :

- l'abonnement des équipages de l'administration et de l'exploitant aux mêmes publications de sécurité que les autres équipages du titulaire (RSS 1120) ;
- la mise en place d'un canal de communication SV (Sécurité des vols) entre l'administration et la chaîne SV du titulaire (RSS 1130) ;
- la mise à disposition d'un système de suivi des vols en temps réel (tracker) (RSS 940).

8.3 Description du poste 1

La prestation forfaitaire du poste 1 est détaillée ci-après. Le prix de cette prestation est indiqué au sein de l'annexe financière.

Le forfait annuel d'heures de vol est de 1 300 heures, 1 200 heures la première année du contrat. Ces heures incluent les heures réalisées le cas échéant sur l'aéronef de remplacement.

8.3.1 Mise à disposition de l'avion et d'un emplacement de stationnement

L'avion est mis à disposition par le titulaire sur le site de l'aéroport du Bourget à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre, la quantité de carburant spécifiée.

La prestation comprend la mise à disposition d'un avion de remplacement en cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de l'avion principal au cours de l'exécution du marché dans les conditions suivantes :

Si en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'aéronef loué n'est plus disponible, que ce soit une indisponibilité temporaire (supérieure à 24h) ou définitive, le titulaire doit mettre à la disposition du ministère, sans surcoût, un avion présentant des caractéristiques techniques équivalentes répondant aux exigences du présent CCP et ne nécessitant pas une séquence de formation des pilotes autres que d'adaptation. Cette adaptation des équipages de l'administration, si nécessaire est à la charge du titulaire.

L'avion de remplacement fera l'objet de la procédure de réception dans les conditions mentionnées à l'article 10.1 « Mise à disposition de l'avion et de l'emplacement de stationnement » du CCP.

Dès l'arrivée sur le site de stationnement, le titulaire présente au représentant désigné par l'administration :

- Un dossier complet de documentation technique et d'exploitation de l'avion. Cette documentation doit être rédigée en langue française, à l'exception du manuel de vol qui peut être rédigé en langue anglaise. La documentation est fournie sous forme électronique (clé USB ou i-Pad). Ce support contient également le ou les logiciels permettant de lire cette documentation. Le titulaire s'engage à mettre à jour la documentation technique correspondante aux évolutions. La personne publique se réserve le droit de reproduction de cette documentation pour les besoins des utilisateurs. A défaut de remise de ce document, l'avion est considéré comme non livré.
- Le programme de maintenance prévu pendant la durée de validité du présent accord-cadre et les temps d'immobilisation correspondants. Ces opérations ne doivent pas remettre en cause la disponibilité de l'avion définie à l'article 9.2 « Disponibilité des moyens du titulaire » du présent CCP. En cas de retard dans la remise du programme de maintenance, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 15 « Pénalités » du présent CCP.
- Le contrat d'assurance de l'avion. A défaut, l'avion est considéré comme non livré.

L'exigence suivante est souhaitée (cette exigence souhaitable est valorisée si proposée) : *L'administration peut solliciter exceptionnellement le titulaire pour la mise en vol concomitante de l'avion mis à disposition dans le cadre de ce contrat, et dans les mêmes conditions, de son avion de remplacement, dans la mesure où cet avion de remplacement est disponible. Le titulaire n'a pas obligation de réalisation de cette prestation. Le titulaire notifie le cas échéant son accord par écrit. Pendant cette prestation, et en cas de panne de l'avion principal, le titulaire n'est pas soumis à l'obligation de mettre à disposition de l'administration un avion de remplacement et n'est donc pas soumis aux pénalités décrites à l'article 15 « Pénalités » du CCP. Cette obligation reprend 24h après la fin de la mission effectuée par l'avion de remplacement.*

A l'issue et pendant la durée d'exécution du présent accord-cadre, le titulaire tient à tout moment à la disposition du représentant désigné par l'administration la documentation technique et d'exploitation de l'avion.

Le titulaire est tenu de faciliter la visite de l'avion par les représentants de la DGAC et de l'administration ou du bénéficiaire afin qu'ils puissent constater son état opérationnel à tout moment pendant la durée d'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire met à disposition un emplacement de stationnement avec un service d'assistance aéroportuaire comprenant notamment :

- la mise à disposition d'un local permettant la préparation des vols, équipé d'un ordinateur, d'une connexion internet et d'une imprimante ;
- la fourniture d'un groupe d'assistance électrique au démarrage.

Un lieu de stationnement réservé permettant de ne pas recourir au tractage de l'avion est souhaité (cette exigence souhaitable est valorisée si proposée).

Le lieu de stationnement habituel de l'avion devra être accessible à pied depuis le local où sont préparés les vols, en respectant la réglementation concernant la circulation des piétons en zone avion.

Une faible distance entre ces deux lieux est souhaitée (cette exigence souhaitable est valorisée si proposée).

Le service d'assistance aéroportuaire doit être disponible sur le site de stationnement à minima de 6 heures à 22 heures (heure de Paris) du lundi au dimanche, en langue française et doit être disponible en astreinte en dehors de ces heures. Le service d'assistance aéroportuaire doit être disponible 24H/24 et ainsi permettre à l'avion, objet du présent accord-cadre, de décoller à tout moment.

A l'échéance de l'accord-cadre, le titulaire procède au retrait de l'avion avec la quantité de carburant spécifiée à la livraison.

8.3.2 Maintien de navigabilité et entretien de l'aéronef

Outres les spécifications prévues au RSS 300 et 400, le titulaire a l'obligation de mettre à la disposition du ministère un avion en état de navigabilité. En conséquence, dès qu'une panne ou défaillance est signalée, le titulaire :

- s'engage à accuser réception de la demande par courriel dans un délai d'une heure à compter de l'émission du signalement par l'administration.

- doit procéder aux actions correctives sur l'aéronef et le remettre en état de fonctionnement dans le délai maximum de 24 heures à compter du signalement de la panne ou dans les délais maximal prévus par la LME (Liste Minimale d'Équipements).

Outre une inscription au CRM de l'aéronef, chaque panne ou défaillance de l'avion est signalée au titulaire par courriel. Il est possible d'effectuer un signalement par téléphone, dans ce cas celui-ci doit obligatoirement être confirmé par courriel.

Le titulaire met à disposition de l'administration un service d'assistance technique joignable par téléphone et par courriel 24H/24.

Les numéros de téléphone et adresses courriel des contacts nécessaires à sa mise en œuvre sont mentionnés dans l'offre du titulaire.

Au regard de la nature du dysfonctionnement constaté :

- soit le technicien du titulaire propose de réaliser les opérations nécessaires, à distance (par téléphone, par exemple) ou par le biais d'un atelier agréé en sous-traitance du titulaire, pour rétablir l'équipement dans les conditions initiales de fonctionnement.
- soit il constate que l'intervention nécessaire à la remise en état doit se faire dans les locaux du titulaire ou sur l'aéroport où l'avion est en panne. Le titulaire s'engage à procéder aux réparations et/ ou échanges des composants défectueux afin de rétablir l'équipement dans les conditions initiales de fonctionnement et de remédier aux dysfonctionnements constatés.

Le titulaire assure la fourniture et la disponibilité des pièces, équipements, éléments, composants et fluides nécessaires à la remise en service de l'aéronef en conformité avec les procédures de l'agrément PART-M de son OGMN et l'agrément PART-145 de son organisme d'entretien.

Dès lors que la réparation nécessite un retour en atelier, tous les frais et risques du convoyage sont à la charge du titulaire.

Le convoyage est assuré par un équipage du titulaire.

Après toute opération d'entretien, le mécanicien doit apposer sur le carnet de route une Approbation pour remise en service (APRS) certifiant à nouveau la navigabilité de l'aéronef. L'aéronef est considéré disponible au vu de l'APRS et de sa mise en place sur le site de stationnement requis par les services du ministère.

La clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle décrite à l'article 9.2.2 « Critères de disponibilité opérationnelle » du présent CCP est immédiatement mise en œuvre si l'indisponibilité est supérieure à vingt-quatre heures à compter du signalement de la panne.

L'opérateur chargé des prestations de maintenance est situé sur l'aéroport du Bourget (cette exigence souhaitable est valorisée si proposée).

8.3.3 Maintenance préventive

La maintenance préventive permet d'assurer le maintien de la navigabilité de l'aéronef en regard de son plan d'entretien approuvé et aux spécifications de l'accord cadre.

Ces interventions préventives consistent en des opérations d'entretien périodiques programmées, et le remplacement des éléments à limite de temps dont le titulaire sait qu'ils peuvent entraîner une dégradation de la qualité de fonctionnement des équipements.

Les opérations d'entretien, quelles que soient leur nature, sont effectuées dans les ateliers désignés par le titulaire et agréés PART 145 et selon les procédures de son manuel d'entretien approuvé.

La date à laquelle s'effectuent ces opérations est fixée d'un commun accord entre les parties. Au terme de chacune des opérations d'entretien périodique, le titulaire délivre à l'administration, dans un délai maximum de dix jours, un certificat de vérification de l'avion et consigne ces opérations sur la documentation idoine.

L'arrêt de l'avion pour les opérations de maintenance programmées entraînant une indisponibilité supérieure à six heures doit être concerté et recevoir l'accord écrit du représentant désigné par l'administration.

Pendant ces opérations de maintenance préventives programmées, l'avion de remplacement est mis à disposition de l'administration.

8.3.4 Maintenance curative

La maintenance curative consiste en des opérations d'entretien non programmées, déclenchées lors de la survenance de pannes constatées par les pilotes ou en visite programmée. Toute réparation de panne ou défaillance qui n'est pas consécutive à une mauvaise utilisation de l'aéronef par le personnel de l'administration ou les personnes transportées à sa demande, est incluse dans le forfait de mise à disposition de l'avion (correspondant au poste 1).

La clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle décrite à l'article 9.2.2 « Critères de disponibilité opérationnelle » du présent CCP est immédiatement mise en œuvre si l'indisponibilité est supérieure à vingt-quatre heures à compter du signalement de la panne.

8.3.5 Maintenance évolutive

La maintenance évolutive correspond à la fourniture de nouvelles versions et mises à jour des éléments matériels, logiciels ou bases de données de l'avion ou à toute consigne de navigabilité supplémentaire diffusée par l'autorité de l'aviation civile.

Ces nouvelles versions et/ou fonctionnalités et mises à jour sont installées au rythme des évolutions matérielles et logicielles, et des bases de données.

En dehors de la mise à jour de bases de données ou de logiciels, les opérations de maintenance évolutives devront être validées expressément par l'administration. Pour ce faire, le titulaire remet à l'administration un document comportant au minimum la description fonctionnelle complète de la nouvelle version et/ou des nouvelles fonctionnalités, du delta fonctionnel par rapport à la version et/ou fonctionnalité en cours, les problèmes éventuels de mise en œuvre, et le cas échéant les changements de matériel induits.

Le titulaire adresse au bénéficiaire le résultat des essais et tests effectués visant à démontrer l'efficacité des corrections, l'absence de régressions, le maintien des performances initiales et du niveau de qualité de service d'une version et/ou fonctionnalité à une autre.

Le titulaire supporte tous les coûts de remise à niveau éventuels (base de données, logiciel, matériel, moyens humains) liés à la mise en œuvre effective des modifications sur l'équipement, y compris les coûts de formation des pilotes le cas échéant.

Les opérations de maintenance évolutive sont exécutées de préférence à l'occasion du retour en atelier de l'appareil. Toutefois, elles peuvent être réalisées sur demande du titulaire en dehors de toute autre maintenance. Les conditions d'exécution sont alors déterminées au cas par cas d'un accord commun entre les parties.

La clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle décrite à l'article 9.2.2 « Critères de disponibilité opérationnelle » du présent CCP est immédiatement mise en œuvre si l'indisponibilité est supérieure à vingt-quatre heures à compter du signalement de l'indisponibilité.

8.3.6 Etats des lieux

Le titulaire est en charge de réaliser un état des lieux :

- au moment de la mise à disposition initiale de l'avion ;
- au moment de la restitution de l'avion ;
- tous les 6 mois ;
- et sur demande de l'une des parties suite à la constatation d'une dégradation.

Les états des lieux sont réalisés en présence du titulaire et de l'administration. Ils font l'objet d'un procès-verbal signé des deux parties. Le titulaire est en charge de la réalisation de ces états des lieux. Ceux-ci décrivent précisément l'avion et les équipements qu'il comporte. Il constate également son état de conservation visible, intérieur et extérieur.

Lors de l'état des lieux de restitution, les différences constatées par rapport à l'état des lieux précédant qui sont dues à la vétusté (état d'usure ou de détérioration résultant du temps ou de l'usage normal des matériaux et éléments d'équipement dont est constitué l'avion ou à la vétusté des équipements) ne peuvent pas entraîner de prise en charge par l'administration.

Le titulaire proposera une trame pour la réalisation des états des lieux dans son offre technique.

8.3.7 Préparation et nettoyage de l'avion avant et au retour de mission

L'administration saisit le titulaire par une demande de rotation transmise par mail en indiquant notamment :

- La date de rotation ;
- La destination ;
- Le volume (nombre de personnes).

Les opérations de préparation et de nettoyage de l'avion regroupent toutes les opérations nécessaires à le mettre en configuration d'accomplir une mission, mais aussi les opérations effectuées au retour des missions. Celles-ci comprennent notamment :

- l'assistance aéroportuaire telle que l'assistance au démarrage, les opérations de tractage ;
- le nettoyage et le reconditionnement des toilettes ;
- le nettoyage hebdomadaire de l'avion.

8.3.8 Fongibilité des heures d'une année sur l'autre

Dans le cas où l'administration ne pourrait effectuer l'ensemble du forfait annuel, soit 1 300 heures (1 200 heures la première année) au cours d'une année, ces heures de vol sont reportables l'année suivant dans la limite de 100 heures.

8.4 Heures de vol au-delà du forfait (postes 2)

Le titulaire indique dans l'annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement) le prix unitaire des heures de vol au-delà des heures comprises dans le cadre du forfait soit 1 200 H/an lors de la première année du contrat puis 1300H/an par année supplémentaire.

Le calcul des heures de vol supplémentaires sera effectué en tenant compte de la fongibilité des heures reportées de l'année précédente, le cas échéant.

Un bon de commande de régularisation sera émis conformément au disposition de l'article 10.3 « Heures de vol au-delà du forfait ».

8.5 Formations (poste 3)

Le titulaire est responsable de la formation et du maintien de compétence des pilotes de l'administration, en charge de piloter l'avion qu'il met à disposition, notamment :

- Les formations de qualifications de type (QT) ;
- Les formations au renouvellement de la qualification type (QT) ;
- Les formations de prorogation de qualifications de type, du vol aux instruments et des approches GNSS (IR-PBN) ;
- Les formations de passage aux fonctions de commandant de bord.

Il dispense aussi les actions de formations suivantes :

- Entraînement "hors-ligne" effectué tous les 6 mois (éventuellement sur simulateur de vol) ;
- Qualification et prorogation LVTO - permet aux équipages de décoller par faible visibilité ;

Cf. article 8.2.3 « Spécifications et performance de navigation (RSS 520) » du présent document : une action de familiarisation des équipages au tableau de bord EFIS est nécessaire si l'avion en dispose.

Il doit fournir l'ensemble des moyens techniques et humains nécessaires à ces actions de formation (voir RSS 1000).

Le titulaire indique dans l'annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement) le prix unitaire (par candidat pilote ou par session le cas échéant) des actions de formations listées, nécessaires à l'exploitation de l'avion mis à disposition.

Le titulaire s'engage à assurer une veille juridique et réglementaires et à informer l'administration sur ses obligations en termes de formation. Les formations qui deviendraient obligatoires en cours de marché devront être dispensées par le titulaire et feront l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Le titulaire est libre de proposer les moyens de son choix pour assurer les formations auprès des pilotes.

Ces prestations font l'objet d'un bon de commande sur la base du prix de l'annexe financière. A réception, le titulaire a dix (10) jours pour proposer des dates et présenter les modalités d'organisation des actions de formations.

L'administration et le titulaire peuvent convenir des dates des actions de formation par voie d'échanges téléphoniques. Celles-ci sont obligatoirement confirmées par courriel.

Toute annulation d'actions de formation par le ministère intervenant au plus tard soixante-douze (72) heures avant la date prévue doit être communiquée au titulaire par courriel et ne donne lieu à aucun frais. Le titulaire s'engage à reprogrammer un nouveau créneau dans les meilleurs délais.

A l'issue de chaque action de formation, le titulaire doit :

- rédiger un compte-rendu de la formation ;
- délivrer une attestation de stage à chacun des stagiaires ;
- remettre une documentation de préférence au format électronique, à chaque stagiaire.

Ces documents doivent être remis au ministère dans le délai maximum de quinze (15) jours à compter de la fin de l'action de formation.

L'administration se réserve le droit de reproduction de la documentation pour les besoins des utilisateurs sans surcoût, ni restriction.

Les réservations et les frais de transport, d'hébergement et de restauration des formateurs et des stagiaires sont pris en charge par le titulaire et sont inclus dans les prix de formation.

8.6 Actions correctrices liées à une dégradation (poste 4)

Une action correctrice est la remise en état de l'aéronef suite à une panne ou dégradation consécutive à une mauvaise utilisation par le personnel de l'administration ou les personnes transportées à sa demande. Cette remise en état reste de la responsabilité du titulaire.

Les pilotes de l'administration procéderont à une vérification de l'état de l'appareil à chaque fin de mission et transmettront un rapport d'incident le cas échéant.

Toute panne ou dégradation consécutive à une mauvaise utilisation du fait de l'administration devra être signalée par courriel.

Toute remise en état suite à une dégradation ou un dysfonctionnement imputable à l'administration, n'est pas incluse dans la prestation forfaitaire du poste 1 et décrite à l'article 8.3 « Description du poste 1 » et font l'objet d'un bon d'un commande émis par l'administration.

- Une panne doit faire l'objet d'une réparation dans un délai maximum de 24 heures à compter de son signalement ;
- Une panne d'équipements listés dans la LME est réparée dans les délais prévues par la LME ;
- Pour les défauts mineurs ne remettant pas en cause la navigabilité de l'aéronef, un délai de réparation est prévu entre le titulaire et l'administration.

Un éventuel désaccord sur l'imputation de la panne ou dégradation ne remet pas en cause le fait que l'avion doit être en état de fonctionner dans un délai maximum de 24 heures à compter du signalement de la panne. Pour cela le titulaire doit procéder à sa réparation et sa remise en état de fonctionnement dans ce délai maximum.

Le titulaire établit une liste la plus exhaustive possible des éléments susceptibles d'être dégradés et remplacés au frais de l'administration. Il indique le coût complet de son remplacement dans l'annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement). Il est entendu par coût complet, l'ensemble des coûts générés pour le remplacement du matériel cassé à l'identique (notamment le coût des pièces, de la main d'œuvre, des frais de port).

Si un élément non listé devait être remplacé, le titulaire émet un devis indiquant le prix des pièces à changer, ainsi que le nombre d'heure de travail nécessaire pour effectuer la réparation. Les heures de travail nécessaires à la réparation feront l'objet d'un bon de commande de l'administration sur la base de l'annexe financière (sous-poste 4.8).

Les pièces changées lors d'actions correctrices non listées seront facturées à l'administration, à prix courant (prix des pièces + coût de transport) par le titulaire (facture à l'appui).

Le titulaire renseigne dans l'annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement), le coût horaire de la main d'œuvre.

La clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle décrite à l'article 9.2.4 « Clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle » du présent CCP s'applique et est immédiatement mise en œuvre si l'indisponibilité est supérieure à vingt-quatre (24) heures à compter du signalement de la panne.

8.7 Nettoyages de l'avion supplémentaires (poste 5)

En plus du nettoyage hebdomadaire de l'intérieur de l'avion, l'administration peut demander au titulaire de procéder à :

- Un nettoyage intérieur supplémentaire ponctuel ;
- Un nettoyage extérieur ponctuel ;
- Une désinfection cabine et sièges ;
- Un traitement de la cabine contre toute maladie infectieuse ou infestation parasitaire (sur devis spécifique).

L'administration et le titulaire peuvent convenir d'une date d'intervention par un échange téléphonique. Celle-ci est obligatoirement confirmée par l'envoi d'un bon de commande par courriel.

Le titulaire doit procéder au nettoyage dans un délai maximum de 72 heures à compter de la réception du bon de commande.

Le prix de ces différents nettoyages supplémentaires sont indiqués dans l'annexe financière (à l'exception des traitements de la cabine contre toute maladie infectieuse ou infestation parasitaire qui feront l'objet de devis spécifiques).

8.8 Mise à disposition d'une carte affaire (poste 6)

Le titulaire a l'obligation de mettre à disposition des bénéficiaires une carte bancaire internationale magnétique établie au nom du titulaire. La carte, appelée « carte affaire », est à l'usage exclusif des frais engagés lors des escales pour les dépenses occasionnées directement par l'aéronef, telles que handling, toucher, à l'exclusion de tous frais tels que transport, taxi, hébergement, restauration de l'équipage et plus généralement de tout autre usage.

Le montant mensuel autorisé est de 7 500 euros.

Le prix de la prestation est indiqué par le titulaire dans l'annexe financière sous forme d'une commission TTC (en pourcentage) appliquée à la somme des dépenses TTC effectuées avec cette carte. La commission appliquée est celle indiquée par le titulaire dans l'annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement). Elle ne pourra toutefois pas être supérieure à 5%.

8.9 Souhaitable Transport de « matières dangereuses » (poste 7)

L'administration souhaite avoir la possibilité éventuelle de transporter des « matières dangereuses lors de ses missions (cette exigence souhaitable est valorisée si proposée).

Si proposée, cette prestation implique en parallèle :

- la mise en place d'un contrat d'assurance spécifique ;
- la formation des équipages aux procédures de transport de matières dangereuses ;
- une prestation d'assistance aux procédures au sol de transport de matières dangereuses.

La prestation d'assistance au sol est destinée aux équipages de la DNPAF pour le transport de matières dangereuses.

Cette prestation d'assistance comprend :

- la déclaration et l'acceptation du transport de matière dangereuse à bord de l'aéronef ;
- l'étiquetage, la manutention, le stockage, la séparation des marchandises dangereuses, et leur embarquement à bord ;
- les renseignements à fournir au commandant de bord.

Le titulaire s'engage sur le fait que l'organisation désignée pour assurer les opérations au sol :

- met en œuvre, pour le compte de l'exploitant, une procédure d'acceptation des marchandises dangereuses en accord avec la check-list (Manuel MD – IATA) ;
- met en place les procédures concernant les marchandises dangereuses en tenant compte de l'établissement document de transport, des règles inspection, de la suppression de la contamination, des mesures de chargement, de l'étiquetage et de l'emballage en liaison avec les services de police ;
- forme son personnel au sol aux Matières Dangereuses (Formation initiale et périodique).

8.10 PSE facultative Hangarage (poste 8)

La prestation de hangarage consiste à assurer le stationnement couvert de l'aéronef objet du contrat, dans un hangar aéronautique adapté, afin de le protéger des conditions météorologiques et environnementales susceptibles d'affecter sa navigabilité, son état général ou sa disponibilité opérationnelle.

La prestation de hangarage implique nécessairement des opérations de manutention au sol, lesquelles sont incluses dans le périmètre de la prestation :

- le tractage de l'aéronef entre l'aire de stationnement et le hangar, à l'entrée comme à la sortie ;
- la mobilisation des moyens de traction adaptés (tracteur agréé, barre de traction compatible, personnel qualifié) ;
- la coordination avec les services aéroportuaires et de contrôle de trafic sol, conformément aux procédures de l'exploitant d'aéroport ;
- le respect des procédures constructeur et des limitations opérationnelles applicables lors des déplacements au sol.

9 Condition de réalisation de la prestation (poste 1)

9.1 Décompte des heures de vol

Le temps de vol est défini comme étant le temps décompté depuis le moment où l'aéronef commence à se déplacer en vue de gagner l'aire de décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin du vol.

Le décompte est effectué à la minute.

Ne sont pas pris en compte dans les heures de vol :

- les temps de vol interrompu pour cause de panne ;
- les points fixes d'entretien et de contrôle ;
- les temps de vol liés aux essais techniques, à l'entretien et aux avitaillements de l'appareil ;
- les temps d'immobilisation au sol lors d'une mission (à la charge des bénéficiaires, chacun en ce qui le concerne) ;
- les temps de vol liés au contrôle et à l'éventuelle formation des équipages ;
- les temps de vol de convoyages (aller et retour) entre le site de stationnement de l'avion désigné par le ministère de l'Intérieur et le lieu d'exécution des visites de maintenance ou de réparation choisi par le titulaire.

Le décompte des heures de vol fera l'objet de rapports validés entre l'administration et le titulaire et notamment mensuellement afin de constater le service fait et d'assurer le suivi.

9.2 Disponibilité des moyens du titulaire

9.2.1 Disponibilité de l'avion

Par nature, les missions des bénéficiaires doivent pouvoir être effectuées 7 jours sur 7 pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Journée opérationnelle

La durée de la journée opérationnelle est de 24 heures.

Compte-rendu de disponibilité opérationnelle

Toute indisponibilité temporaire de l'avion imputable au titulaire est consignée, quelle qu'en soit la durée ou la raison (hors immobilisation occasionnée par une prestation de nettoyage commandée par l'administration au titre du poste 5), dans le compte-rendu de disponibilité opérationnelle établi par le représentant désigné par l'administration.

Le représentant désigné par l'administration est l'autorité habilitée pour certifier les comptes rendus de disponibilité opérationnelle et a compétence pour apprécier les justifications apportées par le titulaire.

Les comptes rendus de disponibilité opérationnelle permettent d'établir ensuite les relevés mensuels d'indisponibilité.

9.2.2 Critères de disponibilité opérationnelle

La disponibilité opérationnelle de l'avion correspond à sa disponibilité pendant les journées opérationnelles.

L'avion est considéré comme disponible dans les cas limitativement énumérés ci-après :

- en mission ;
- disponible sur parking en attente d'une mission.

Lorsque l'avion n'est pas reconnu dans l'un des cas ci-dessus, il n'est pas considéré comme disponible quelles qu'en soient les raisons (hors prestations de nettoyage commandées au titre du poste 5 ou prestations de réparations commandées au titre du poste 4).

9.2.3 Taux de disponibilité opérationnelle

L'indisponibilité temporaire de l'avion est calculée en demi-heures au-delà d'un total de **deux heures d'indisponibilité** par journée opérationnelle.

Sur toute la durée de l'accord-cadre, le taux de disponibilité opérationnelle est d'un minimum de 80% par mois ; en-dessous de 80% de disponibilité opérationnelle mensuelle, des pénalités sont appliquées selon les dispositions de l'article 15 « Pénalités » du CCP.

La mise en place de l'avion de remplacement est prévue pour permettre au titulaire de réaliser cet objectif.

9.2.4 Clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle

En cas d'indisponibilité de l'appareil pour une durée effective ou prévisible supérieure à **vingt-quatre heures** à compter du signalement de la panne, le prestataire doit être en mesure de mettre à disposition en remplacement, un appareil identique pour l'ensemble de ses caractéristiques techniques et pouvant être exploité dans les mêmes conditions que l'avion principal. L'avion de remplacement doit répondre aux exigences du présent CCP.

L'avion de remplacement fera l'objet de la procédure de réception dans les conditions mentionnées à l'article 10.1 « Mise à disposition de l'avion et de l'emplacement de stationnement » du CCP.

La mise en place de l'avion de remplacement de son lieu d'origine jusqu'au lieu de stationnement de l'avion ainsi que son retour sont à la charge du titulaire.

9.2.5 Indisponibilité définitive de l'avion

En cas d'incident ou d'avarie grave entraînant l'indisponibilité définitive de l'avion, le titulaire doit mettre tout en œuvre pour le remplacer conformément aux dispositions indiquées à l'article 9.2.4 « Clause de renforcement de la disponibilité opérationnelle » du présent document.

9.3 Modalités de réalisation de la maintenance

9.3.1 Infrastructures

L'entretien de l'aéronef est effectué conformément aux dispositions prévues la réglementation et en conformité avec les agréments détenus par le titulaire ou le cas échéant par ses sous-traitants pour le maintien de navigabilité et l'entretien de l'aéronef.

Les opérations d'entretien « en base » seront effectuées dans les ateliers agréés PART 145 désignés par le prestataire, à l'exception des opérations d'entretien « en ligne », de mise en œuvre et de dépannages élémentaires qui peuvent être effectués sur l'aire de stationnement de l'avion. Aucune surface couverte, ni moyens de maintenance ne sont mis à la disposition du titulaire par les bénéficiaires. Les éventuels frais de location de locaux (bureaux, etc.) ou de hangar sont à la charge du titulaire.

Au plus tard quinze jours après la date de notification, le titulaire doit indiquer au représentant désigné par l'administration, l'emplacement des locaux ou des hangars envisagés pour les éventuels travaux non-programmés de l'avion durant l'accord-cadre.

Exceptionnellement, des contraintes opérationnelles peuvent entraîner un changement de site d'exploitation sous préavis de quarante-huit heures. Le site d'exploitation ponctuel est toujours un aéroport français, situé sur le territoire métropolitain. Les opérations d'entretien programmées et les révisions périodiques sont effectuées dans les ateliers désignés par le prestataire agréé PART 145.

9.3.2 Moyens mis à disposition

Aucun moyen d'aucune sorte n'est mis à la disposition du titulaire pour le maintien en condition opérationnelle de l'avion.

Sont en particulier à la charge du titulaire :

- l'intégralité des moyens nécessaires pour le maintien en condition opérationnelle de l'avion notamment : groupe de démarrage, tracteur d'aéroport, etc. ;
- la mise en place et le retrait de ces moyens ;
- le maintien de la navigabilité conformément à la réglementation en vigueur ;

- les opérations de mise en œuvre (opérations de piste au départ et au retour ou à l'arrivée des missions) ;
- les opérations de dépannage ;
- les mouvements éventuels de ces moyens entre les terrains de stationnement exploités par les bénéficiaires ;
- l'emballage et le transport des moyens techniques, des outillages et des pièces de rechange ;
- l'assistance technique (de quelque nature qu'elle soit) et le soutien logistique nécessaires au maintien en condition opérationnelle de l'avion ;
- l'ordinateur et le logiciel de dépôt de plan de vol et de calcul de routes aériennes de type euro FPL ou équivalent ;
- le système de préparation de mission ;
- le logiciel de calcul de performance et étude des terrains en temps réel.

Lors d'une mission, en cas d'immobilisation de l'avion imputable au titulaire, le titulaire prend en charge les frais d'hébergement et de restauration sur place le cas échéant, dans l'attente de la solution de remplacement à la charge du titulaire.

10 Vérification et réception des fournitures et prestations

Les prestations de mise à disposition de l'avion, de préparation de l'avion, de maintenance préventive, curative et évolutive, des actions correctrices, sont vérifiées et réceptionnées dans les conditions précisées ci-après.

10.1 Mise à disposition de l'avion et de l'emplacement de stationnement

Pour la mise à disposition initiale de l'aéronef ou d'un aéronef de remplacement, les opérations de vérification sont effectuées le jour de la date de mise à disposition déterminée d'un commun accord entre le titulaire et le ministère et en présence du titulaire.

La réception des prestations est prononcée par le représentant désigné par l'administration, après présentation de l'ensemble des documents nécessaires et constatation de l'aptitude de l'avion et des installations. Elle est consignée **dans un procès-verbal d'admission**, délivré par le représentant désigné par l'administration à l'issue des opérations de vérification. Si les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le ministère peut prononcer une décision de rejet.

Pour les mises à disposition de l'avion en cours d'exécution de l'accord-cadre (après notamment une opération de maintenance, une mise à jour), les opérations de vérification sont effectuées les jours de départ de rotation. Si la prestation ne donne lieu à aucune réserve émise le jour de la vérification, **la prestation est admise tacitement**. Si les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le ministère peut prononcer une décision de rejet.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation.

La présence d'un représentant du titulaire est obligatoire lors de la réception de prestations décrites ci-dessus.

10.2 Maintenance, actions correctrices et préparation de l'avion

Si les prestations de maintenance préventive, curative et évolutive ne donnent lieu à aucune réserve lors de la première rotation après les opérations de maintenance, **la prestation est admise tacitement.**

Si les prestations de préparation et d'entretien de l'avion ne donnent lieu à aucune réserve émise le jour de la rotation, **la prestation est admise tacitement.**

Au contraire, si elles ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, l'administration peut prononcer une décision de rejet. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation. Le procès-verbal de rejet précise le délai qui s'impose au titulaire pour représenter à nouveau la prestation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/FCS, la présence d'un représentant du titulaire n'étant pas obligatoire lors de la réception des prestations décrites ci-dessus, l'acheteur ne l'aviser pas des jours et heures fixés pour les vérifications.

10.3 Heures de vol hors forfait

A l'issue d'une année d'exécution, le titulaire envoie par courriel un récapitulatif des heures de vol à l'administration. Dans un délai de 15 jours calendaires après réception du récapitulatif, l'administration donnera par courriel son accord pour la facturation des heures de vol au-delà du forfait, selon la tarification prévue dans l'annexe financière.

10.4 Actions de formations

Les prestations en matière d'actions de formation sont vérifiées et validées au vu des listes d'émargement et du compte-rendu de formation rédigé par le titulaire, par **décision expresse** dans un délai de cinq jours calendaires après la remise des documents.

10.5 Actions correctrices et nettoyages supplémentaires

Les actions correctrices et les nettoyages supplémentaires sont admis tacitement lorsqu'ils ne donnent lieu à aucune réserve lors de la première rotation suivant l'opération.

10.6 Carte affaire

A la fin de chaque mois, le titulaire envoie le relevé des dépenses effectuées avec la carte affaire. Si aucune contestation n'est faite dans les 15 jours calendaires suivants la réception du relevé, les prestations sont admises tacitement.

10.7 Souhaitable Assistance aux procédures « matières dangereuses »

Cf. article 8.9 « *Souhaitable_Transport de « matières dangereuses » (poste 7)* » du présent document : les prestations d'assistance sol aux procédures de déclaration de transport de matières dangereuses sont admises tacitement lorsqu'ils ne donnent lieu à aucune réserve de la part du commandant de bord lors du chargement.

11 Conditions spécifiques d'exécution

11.1 Pilotage et suivi de l'accord cadre

11.1.1 Représentation du ministère

Dès la notification de l'accord-cadre, le ministère de l'Intérieur désigne un représentant chargé du suivi technique en lien avec le titulaire, sur toute la période d'exécution du présent accord-cadre.

La DNPAF centralise les demandes. En cas de demandes simultanées de plusieurs services bénéficiaires, la DNPAF décide quel est le service prioritaire.

11.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne, dans les cinq jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre un interlocuteur habilité à le représenter auprès du ministère et qui sera le point d'entrée unique pour tous les sujets et les demandes.

La personne désignée est notamment responsable de :

- la mise en œuvre et de la qualité des prestations ;
- la bonne exécution des prestations ;
- la préparation et l'animation du bilan semestriel ;
- tous les besoins spécifiques de pilotage et de coordination ;
- l'information en amont et au fil de l'eau des actualités et innovations susceptibles d'apporter de la valeur ajoutée.

Il informe, dans les plus brefs délais, le ministère de toutes difficultés rencontrées, ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans l'exécution du présent accord-cadre. Cette information doit systématiquement être argumentée et justifiée.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le ministère de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas d'absence du chargé de compte, le titulaire indique la procédure à suivre. Si cette absence est supérieure à cinq jours ouvrés, le titulaire désigne un correspondant de remplacement.

11.2 Responsabilité et obligation du titulaire

11.2.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du présent CCP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

11.2.2 Obligations réglementaires

L'avion doit notamment :

- être d'un type reconnu par l'AESA (Agence Européenne pour la Sécurité Aérienne) avec un certificat de navigabilité standard et doit être immatriculé dans l'Union européenne ;
- être équipé, entretenu et exploité^{1 2} conformément aux dispositions prévues le règlement PART OPS pour les opérations non commerciales (NCC) de l'EASA ; dispositions reconnues par le DGPN et l'exploitant DNPAF pour l'exploitation de ses avions.
- Le personnel de mise en œuvre et de maintenance du titulaire doit notamment se conformer :
 - à la réglementation définie par le code de l'aviation civile et de ses textes d'application ;
 - à la réglementation de l'aéroport du site de stationnement (Paris-Le Bourget) et des éventuels aéroports de détachement.

L'appareil est exploité conformément au manuel d'exploitation (MANEX) de l'exploitant (DNPAF). Celui-ci reprend, sauf mention contraire prévue dans le Manex DNPAF, les procédures du Manex de la compagnie aérienne titulaire.

11.2.3 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte de dysfonctionnements potentiels au titre de la réalisation de ses prestations.

La perte de :

- l'agrément d'exploitant de transport aérien (CTA) par le titulaire ;
- l'agrément de gestion du maintien de navigabilité ou d'entretien par le titulaire ou un de ses sous-traitants ;

ainsi que toute non reconduction d'un certificat d'examen de navigabilité constituent des cas pour lesquels le titulaire doit en informer sans délai l'administration.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est, par ailleurs, tenu de signaler au ministère tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Dans le cadre des formations dispensées aux pilotes, il doit notamment décrire le fonctionnement de l'avion, les risques encourus et les limites de son utilisation. Il doit également préciser les obligations de l'utilisateur.

1 Le décret 366/2013 désigne le Directeur général de la police nationale (DGPN) comme autorité d'emploi des aéronefs exploités par la police. Il fixe les exigences d'exploitation de ses aéronefs.

2 Le décret 367/2013 prévoit « qu'un avion loué et piloté par un équipage placé sous le pouvoir hiérarchique du MININT », est aéronef d'état et qu'il applique les règles de son autorité d'emploi sous réserve d'une décision conjointe entre le DGPN et la DSAC.

11.2.4 Obligation d'accès

Le titulaire garantira l'accès des locaux et à la documentation à l'administration (DGPN, IGPN, BEAE...) et sur sa demande, en particulier en cas d'évènement aéronautique.

11.2.5 Obligations incombant au personnel de maintenance et préparation de l'avion

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation « hygiène, sécurité et conditions de travail » dont l'application peut être contrôlée à tout instant par l'administration. Le titulaire est responsable, pour toute la durée de l'accord-cadre, de l'application rigoureuse par le personnel de maintenance de la réglementation en vigueur pour ses qualifications, le maintien en condition opérationnelle de l'avion et la validité de son certificat de navigabilité. Cela inclut les consignes de navigabilité applicable pendant la durée de l'accord-cadre.

11.2.6 Obligation de discrétion et de confidentialité

Il est fait application des dispositions prévues au chapitre 1 - article 5 du CCAG-FCS « Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité », ainsi que des dispositions prévues en annexe 1 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » et 2 « Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) », approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018, du présent CCP.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, reçoit communication - à titre confidentiel ou secret - de renseignements, documents ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle ou secrète cette communication. Le titulaire s'engage également à garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du MINT, divulgués ou communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre. Il en est de même pour tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre. Une attention particulière doit être apportée par le titulaire sur l'envoi des courriels de commande.

Le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public quel qu'il soit sur les dossiers qui lui sont confiés, sans autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à étendre ces obligations de discrétion et de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviendront pour son compte.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires quant à la sécurité des informations sensibles, confidentielles et personnelles qu'il sera amené à stocker concernant les voyageurs.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

Le document précisant les dispositions relatives à la protection des données personnelles est annexé au présent CCP (annexe 1).

11.2.7 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

11.2.8 Propriété

Le matériel mis à la disposition du titulaire demeure sa propriété. L'administration s'engage à ne pas apporter de modification à celui-ci.

11.2.9 Assurances

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il est tenu d'assurer la couverture des risques par une assurance corps et incendie aéronef, responsabilité civile, dommages aux passagers, bagages, fret, responsabilité civile, dommages causés aux tiers.

Le titulaire s'engage à informer expressément le ministère de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le titulaire est tenu de disposer d'une assurance permettant le survol et l'atterrissage dans tous les pays dans lesquels l'avion effectue des missions.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au ministère en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du ministère ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire est tenu de présenter, le jour de la mise à disposition initiale de l'avion, le contrat d'assurance de l'avion. A défaut, l'avion est considéré comme non livré.

Les articles L.6131-1 à L.6131-3 du code des transports s'appliquent concernant la responsabilité du titulaire.

L'article L.6131-4 du code des transports précise les responsabilités respectives du propriétaire des aéronefs et du titulaire à l'égard des tiers.

Concernant les personnes transportées, tiers par rapport à l'administration, il convient d'appliquer la convention de Montréal.

En conséquence, le titulaire désigne auprès de son assureur l'administration comme l'utilisateur de l'aéronef. L'assurance du titulaire couvre ainsi les dommages pouvant survenir à l'avion, aux équipages, aux passagers, aux tiers, qui sont de sa responsabilité inhérent au présent accord-cadre.

La police d'assurance prise par le titulaire précise les zones non couvertes par la garantie.

Cf. article 8.9 « *Souhaitable_Transport de « matières dangereuses » (poste 7) » du présent document : Le contrat d'assurance doit également couvrir le transport de matières dangereuses (si proposé).*

12 Modalité de passation des commandes

12.1 Dispositions générales

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel.

Le bon de commande contiendra notamment les mentions obligatoires suivantes :

- la référence de l'accord-cadre ainsi que celle du bon de commande (date et numéro CHORUS),
- l'identification du service bénéficiaire de la commande,
- la désignation des prestations commandées et les quantités,
- le prix unitaire HT, le taux de TVA et le montant TTC,
- l'adresse de facturation.

Le titulaire est tenu d'accuser réception du bon de commande par retour de mail.

Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour demander par courriel, une modification des conditions d'exécution fixées par le bon de commande. En l'absence de demande durant cette période, la commande est réputée acceptée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que la durée totale d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de 6 mois la durée de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

12.1.1 Dispositions particulières à chaque prestation à bon de commande

12.1.1.1 Heures de vol au-delà du forfait

Pour les heures de vol au-delà du forfait annuel (et d'un éventuel report d'heures de vol de l'année précédente), l'administration émet un bon de commande de régularisation par an, à l'issue de chaque année d'exécution.

12.1.1.2 Formations

Pour les prestations de formation, l'administration émet des bons de commande au fur et à mesure des besoins.

12.1.1.3 Actions correctrices

Pour les actions correctrices, le processus est le suivant :

- Procès-verbal de réparation signé des deux parties ;
- Devis du titulaire sur la base des prix figurants à l'annexe financière ;
- Emission du bon de commande pour valider le devis.

12.1.1.4 Prestations de nettoyage

L'administration envoie un bon de commande au titulaire au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

12.1.1.5 Carte affaire

A la fin de chaque mois, le titulaire envoie le relevé des dépenses effectuées avec la carte affaire. L'administration valide la prise en charge des dépenses par l'envoi d'un bon de commande au titulaire.

12.1.1.6 Souhaitable_Assistance aux procédures « matières dangereuses »

Cf. article 8.9 « Souhaitable_Transport de « matières dangereuses » (poste 7) » du présent document.

L'administration envoie un bon de commande au titulaire au fur et à mesure de l'apparition des besoins de transport de matières dangereuses.

12.2 Cession de l'activité du titulaire

Dans les cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société, cette dernière serait obligatoirement tenue de poursuivre l'accord-cadre en cours d'exécution aux mêmes conditions d'engagement. Toute cession devra être signifiée à la personne publique dans un délai de dix jours à compter de sa date d'effet par courrier recommandé avec avis de réception et un avenant de transfert sera réalisé afin que la nouvelle entité puisse continuer à exécuter les prestations.

13 Conditions financières - Rémunération du titulaire

13.1 Prix de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à prix mixte qui comprend :

- une partie forfaitaire pour l'ensemble des prestations forfaitaires listées à l'article 8.3 « Descriptif du poste 1 » du CCP et dont le montant total annuel correspond à celui indiqué par les candidats dans la partie de l'annexe financière relative à la Décomposition du Prix Général et Forfaitaire (DPGF) ;
- une partie unitaire pour l'ensemble des prestations listées aux articles 8.4 à 8.9 du CCP. Il est fait application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Cette partie est traitée à prix unitaires et les bons de commande sont émis au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

13.2 Révision des prix

13.2.1 Prestations forfaitaires du poste 1

Le prix des prestations forfaitaires sont définitifs et révisables selon les modalités indiquées ci-dessous.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés annuellement à la hausse ou à la baisse, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, par l'application aux prix de la formule suivante (selon chaque prestation) :

$$P = P_o * (0,50 \text{ ICHTTS} / \text{ICHTT So} + 0,50 \text{ IPPI} / \text{IPPIo})$$

Dans laquelle :

P_o = prix hors taxes fixé dans l'offre du titulaire,

P = prix hors taxes révisé,

ICHTTS = indice du coût horaire du travail tous salariés (identifiant n°001565195 dans le tableau des statistiques de l'INSEE),

IPPI = Indices des prix de production de l'industrie française pour le marché français (identifiant n°010764279 dans le tableau des statistiques de l'INSEE)

La valeur des indices inscrite au dénominateur correspond à la valeur du dernier indice publié à la date de notification du présent accord-cadre.

La valeur des indices inscrite au numérateur correspond à la valeur du dernier indice publié à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Les valeurs des indices sont celles publiées par l'INSEE (voir liens suivants) :

- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>

- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764279>

Le prix de règlement ainsi déterminé est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courriel. Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

13.2.2 Prestations unitaires

Pour la carte affaire, la commission ainsi fixée est définitive et ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour toutes les autres prestations à bon de commande, le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle (barème public) et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations ; il s'engage à fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Si le titulaire modifie dans son barème public les prix des prestations à bon de commande (à l'exception de la carte affaire) objet de l'accord-cadre, il communique par écrit au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 2 mois, les nouveaux prix extraits de son barème, ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués.

Du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme au barème concerné. Cet extrait est adressé au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de réception de celui-ci, de 30 jours pour formuler ses observations et faire jouer éventuellement la clause de sauvegarde. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix.

L'extrait transmis constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème. L'ajustement se fait en baisse comme en hausse par référence au barème public du titulaire.

13.3 Clause de sauvegarde

Pour les postes 1 à 7, tous postes confondus, si l'évolution moyenne des prix constatée du présent accord-cadre entraîne une variation de plus de 3% par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Il s'agit d'une faculté de l'administration. L'administration pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme par exemple un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications apportées par le titulaire de l'impact sur les prix du marché.

13.4 Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, les prix comprennent également :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, hors frais résultant du changement de stationnement en cas de détachement ponctuel ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations hors taxes liées à l'atterrissage ou toutes autres charges aéroportuaires et redevances de route (Eurocontrol) ;
- les frais d'entretien et de maintenance préventive, curative et évolutive ;
- les frais d'assurance ;
- les frais de main d'œuvre ;
- les frais de déplacements des personnels du titulaire ;
- le coût des pièces de rechange et des éléments reconnus défectueux par le titulaire ;
- le coût de mise à disposition d'un appareil de remplacement présentant les mêmes caractéristiques et performances ;
- l'enlèvement, le transport, la prise en charge en atelier et la réinstallation de l'appareil défectueux suite à la livraison effectuée aussi bien après la notification qu'en cours d'exécution de l'accord-cadre (expédition site-usine et retour usine-site).

14 Modalités de paiement

14.1 Modalités de paiement des prestations

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire dont la mention figure à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

14.2 Facturation

14.2.1 Conditions de recevabilité des factures

Les factures sont établies par le titulaire en langue française.

Les modalités de facturation seront précisées lors du lancement du marché.

Toutes les factures sont adressées à l'émetteur du bon de commande et libellées à son nom. Une copie des factures est systématiquement envoyée par courriel à la DCPAF.

Elles sont établies conformément à l'article R.2192-2 du Code de la commande publique. Outre les mentions légales, elles portent au moins les indications suivantes :

- identification du titulaire : raison sociale, adresse du titulaire et numéro SIRET, ou à défaut SIREN ;
- date d'émission et numéro de la facture ;
- identification du service utilisateur ;
- numéro et date de l'accord-cadre (numéro d'EJ CHORUS) ;
- le cas échéant, numéro de référence et date du bon de commande (numéro EJ) ;
- désignation des prestations, les quantités ;
- le cas échéant, dates et lieux de départ et d'arrivée ;
- prix forfaitaire ou unitaire HT ;
- taux et le montant de la TVA ;
- montant total TTC ;
- code du service exécutant ;
- adresse de facturation ;
- coordonnées bancaires telles qu'elles figurent sur l'acte d'engagement.

Elles comportent également les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale (SIRET, RC, statut ...).

La date de réception de la facture par la personne publique ne peut en aucun cas être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification de l'accord-cadre est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci doit être transmis sans délai au pouvoir adjudicateur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

14.2.2 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

14.2.3 Transmission des factures

La transmission des factures du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

14.3 Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

14.3.1 Prestations du poste 1

Le règlement des prestations de mise à disposition de l'avion et de son emplacement, et des prestations associées de préparation et d'entretien de l'avion, et de maintenance préventive, curative et évolutive s'effectue **à la fin de chaque mois** après le prononcé du service fait.

14.3.2 Prestations des postes 2 à 7

Le règlement des prestations à bons de commande s'effectue à 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture conforme.

14.4 Avance

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le titulaire bénéficie de l'avance prévue par les articles R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique.

Le poste 1 étant forfaitaire et identifié comme un minimum, l'avance au titre de ce poste est accordée en une seule fois sur la base de ce montant minimum.

L'avance au titre du poste 2 à 6 est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes (HT) et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

En cas de versement d'une avance, le titulaire établit une facture du montant des fournitures livrées sans tenir compte de l'avance versée. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

14.5 Prestations sur devis

Le titulaire peut éventuellement assurer d'autres prestations, relevant du périmètre de l'accord-cadre, que celles exigées au titre de ce dernier. Il s'agit notamment la réparation de dégradations, imputables à l'administration, et non prévues au sein de l'annexe financière. Ces prestations peuvent être commandées sur la base d'un devis. Le titulaire ne peut se prévaloir d'un défaut de commande pour prétendre à une quelconque indemnité quant à la charge induite par la production d'un devis non suivi d'effet. Le montant total cumulé de ces prestations sur devis sur la durée de l'accord-cadre ne peut excéder 5 % du montant initial de l'accord cadre et rester strictement inférieur au montant de 140 000 € HT, seuil de procédure formalisée.

14.6 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire ne peut sous-traiter qu'une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et par les articles 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants. Il est toutefois rappelé que le titulaire demeure le seul interlocuteur du ministère et assume l'entière responsabilité des prestations.

La sous-traitance totale des prestations est interdite et la prestation de mise à disposition de l'avion ne peut être sous-traitée.

La présentation d'un sous-traitant peut intervenir soit au moment du dépôt de l'offre soit au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement

prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Lorsque le montant de la sous-traitance s'élève à plus de 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur, conformément aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

14.7 Nantissement et cession de créance

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'accord-cadre ne peut être nanti ou cédé qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

14.8 Modifications en cours d'exécution : clause de réexamen

En vertu des dispositions prévues à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, au cours de l'exécution du contrat, les formations (poste 3) listées à l'article 8.5 « Formations », pourront être amenées à évoluer, ou pourront s'ajouter en fonction des besoins opérationnels et de l'évolution de la législation. Ces évolutions et/ou nouvelles prestations seront de même nature que celles prévues au présent marché.

Les nouvelles prestations seront actées par voie d'avenant.

15 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

15.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS :

- les pénalités sont dues dès le premier euro,
- les pénalités de retard peuvent excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande considéré ou du montant de la prestation du poste 1.

15.1.1 Pénalités liées à la mise à disposition initiale de l'avion

En cas de retard dans la mise à disposition initiale de l'avion et de l'emplacement de stationnement, le titulaire encourt une pénalité de mille euros HT par heure de retard. Le relevé indiquant le nombre d'heure de retard sera établi par le représentant désigné par l'administration.

15.1.2 Pénalités liées à la maintenance

En cas de retard dans la remise du programme de maintenance, le titulaire encourt une pénalité de cent euros HT par jour calendaire de retard.

15.1.1 Pénalités liées à la remise du certificate de vérification

En cas de retard dans la remise du certificat de vérification de l'avion, le titulaire encourt une pénalité de cent euros HT par jour calendaire de retard.

15.1.2 Pénalités liées à la formation et documentation associée

En cas de retard dans la proposition d'une date de formation suite à la commande du ministère ou en cas de retard dans la remise des documents au ministère à l'issue des formations, le titulaire encourt une pénalité de cent euros HT par jour calendaire de retard.

15.1.3 Pénalités liées au signalement d'une panne

En cas de retard pour accuser réception du signalement d'une panne par le ministère, le titulaire encourt une pénalité de cent euros HT par heure de retard.

15.1.4 Pénalités liées à la communication en cas de travaux non programmés

En cas de retard dans la communication de l'adresse des locaux ou hangars envisagés pour les éventuels travaux non programmés, le titulaire encourt une pénalité de cent euros HT par jour calendaire de retard.

15.1.5 Pénalités liées au manques de disponibilités de l'aéronef

Les conditions de disponibilité sont décrites à l'article 9 « Condition de réalisation de la prestation (poste 1) ». En cas de non-respect de la clause de disponibilité, les pénalités sont calculées en fonction des relevés de disponibilité opérationnelle établis mensuellement (au dernier jour du mois en cours) par le représentant désigné par l'administration.

Chaque relevé mensuel de disponibilité est établi sur la base des comptes rendus de disponibilité opérationnelle produits sur la période concernée. Pour chaque relevé mensuel de disponibilité, le montant mensuel de la mise à disposition sera minoré de 0,3% par tranche de 1% de disponibilité en-dessous d'un minimum de 80% de disponibilité mensuelle de l'aéronef.

Les pénalités résultant de chaque relevé de disponibilité seront appliquées à chaque échéance mensuelle du règlement de la prestation.

La non mise à disposition d'un avion de remplacement entre dans le champ des pénalités pour disponibilité insuffisante.

15.2 Pénalités liées aux prestations de nettoyage

En cas de retard dans la réalisation de la prestation supplémentaire de nettoyage intérieur de l'avion le titulaire encourt une pénalité de cinquante euros HT par jour calendaire de retard.

15.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 19.1 « Clause d'exécution sociale » du présent CCP les pénalités suivantes :

- 500 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- 50 € par jour calendaire de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le cahier des charges.

15.4 Pénalités pour non-respect des obligations administratives

En cas de retard de production de la liste nominative des salariés étrangers prévue aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, il est appliqué une pénalité de cent euros HT par semaine de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord-cadre.

15.5 Personnes compétentes en matière de pénalités

Le représentant désigné par l'administration constate :

- le retard dans la mise à disposition de l'avion et de l'emplacement de stationnement ;
- le retard dans la remise du programme de maintenance ;
- le retard dans la remise du certificat de vérification de l'avion ;
- le retard dans la communication des lieux de réparation non programmées ;
- l'indisponibilité opérationnelle temporaire de l'avion.

Le représentant désigné par l'administration émet un avis technique à l'attention des autorités des bénéficiaires, qui apprécient la responsabilité du titulaire et décident en dernier ressort de l'imputabilité des pénalités.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au ministère, avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à la bonne exécution du présent accord-cadre, et le cas échéant, solliciter une prolongation de délai que l'administration n'est pas tenue d'accorder.

Lorsque le retard est imputable au ministère, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

15.6 Application des pénalités

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la notification de ce décompte.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

16 Suivi de l'accord-cadre

16.1 Phase de déploiement

La phase de déploiement initiale se déroule selon le calendrier prévu au sein de l'article 5 « Durée de l'accord-cadre » du présent CCP.

En parallèle et dans les 10 jours calendaires après la notification de l'accord-cadre, le titulaire organisera, conjointement avec l'administration, une réunion de lancement avec l'ensemble des services utilisateurs, dans les locaux de l'administration, sur le site de Garance (18-20, rue des Pyrénées 75020 PARIS). Celle-ci a pour objectif de détailler précisément le processus de fonctionnement. A cette occasion, le titulaire transmettra à l'administration les procédures à respecter, notamment les consignes de stationnement de l'appareil sur l'aéroport de Paris - Le Bourget.

16.2 Suivi de l'exécution des prestations

En cas de litige, le ministère informe le chargé de compte dans un délai de trente jours calendaires.

Le chargé de compte prend en charge le traitement du litige et le règlement sous 10 jours calendaires si la cause du litige est interne au titulaire et dans les meilleurs délais si la cause est externe au titulaire.

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution de l'accord-cadre.

À chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre, le titulaire produit une note à l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur pour faire le point sur l'exécution financière et technique de l'accord-cadre. Il est fait état de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre. Une réunion de suivi de projet peut être organisée le cas échéant.

Le titulaire fournit tous les six mois les certificats attestant de sa régularité sociale et fiscale ainsi que les autorisations d'exercer et les attestations d'assurance professionnelle en cours de validité. Dans l'hypothèse où les pièces exigées ne seraient pas transmises ou incomplètes, il serait fait application de l'article 41.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

16.3 Statistiques

Le titulaire s'engage à fournir, par voie dématérialisée, tous les 6 mois, un reporting annuel détaillé sur le périmètre « location Beechcraft ».

Le titulaire s'engage à communiquer des états statistiques détaillé sous format xls (ou équivalent) permettant d'effectuer un suivi précis des consommations.

Le contenu des états statistiques est fixé pendant la période de déploiement. L'administration se réserve le droit de demander des modifications autant en termes de contenu que de fréquence de transmission des états statistiques au titulaire.

17 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit fournir tous les six mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus à l'article D.8222-5 ou, pour les entreprises étrangères, aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut faire l'objet d'une décision de résiliation aux torts du titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois, à compter de la notification de mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs, lorsque la personne publique est informée par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 dudit code, le titulaire est mis en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, l'accord cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

18 Responsabilité sociétale et développement durable

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social, en conciliant développement économique et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26000 ou équivalent.

Le respect des clauses figurant ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de l'accord-cadre : le titulaire et, le cas échéant, ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

18.1 Droits de l'Homme

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance de sa main-d'œuvre, en application de l'article 6 du CCAG de référence ;
- disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

18.2 Relations et conditions de travail

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
- le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles ;
- respecter les réglementations nationales et européennes relatives au salaire minimum (travailleurs détachés notamment).

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).

18.3 Communauté et développement local

Pour manifester leur volonté de transparence, le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre sont invités à présenter à l'Administration, au plus tard six mois après la reddition de leurs comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- de la raison sociale sous laquelle lui-même, ou les établissements dans lesquels il possède une participation majoritaire, opère ;
- du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- des effectifs employés ;
- des impôts et taxes versés aux autorités publiques locales, dans le cadre des lois fiscales en vigueur ;
- des subventions publiques reçues.

18.4 Loyauté des pratiques

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les droits de propriétés intellectuelles de leurs partenaires ;
- avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- s'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale.

18.5 Contrôle

Le titulaire fournit annuellement les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect des droits de l'homme et de respect des conditions de travail.

L'inexécution ou le non-respect des clauses ci-dessus est un motif de résiliation de l'accord-cadre.

19 Clauses sociales et environnementales

19.1 Clause d'exécution sociale

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures, par année d'exécution. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

19.1.1 Action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire de l'accord-cadre reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du SAILMI, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. A tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par l'accord-cadre.

19.1.1 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le SAILMI et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise »).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du SAILMI, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au SAILMI par le titulaire.

Le titulaire transmet également au SAILMI la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

19.1.2 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande du SAILMI ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au SAILMI :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours calendaires suivant la demande par le SAILMI.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le SAILMI et la MLDS. Dans ce cas, le SAILMI et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

19.2 Clauses environnementales

Le ministère a un devoir d'exemplarité et a pour objectif de limiter l'impact des déplacements sur l'environnement (cf. circulaire PM n° du 25 février 2020 relative aux engagements de l'Etat pour des services publics écoresponsables).

Le titulaire respecte la réglementation applicable aux différents éléments propres à l'objet du marché mentionnés ci-dessus, y compris lorsque celle-ci vient à évoluer lors de l'exécution du marché. Il communique, sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires sur demande du bénéficiaire et les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer en cas d'évolution de la réglementation concernée.

En cas d'évolution de la réglementation concernée, le titulaire communique au bénéficiaire les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer.

En cas de manquement, le titulaire encourt les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés.

19.2.1 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Le titulaire devra remettre chaque année un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations réalisés et il lui sera recommandé d'émettre des propositions afin de réduire l'impact des déplacements des agents du ministère sur l'environnement.

Des informations sont disponibles dans l'arrêté du 10 avril 2012 pris pour l'application de l'article D. 1431-1 à D. 1431-23 du code des transports de 2017, relatif à l'information sur la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion d'une prestation de transport.

Pour ce faire, le titulaire pourra ainsi s'appuyer sur la version actualisée du guide méthodologique du Ministère de la transition écologique.

19.2.2 Aviation

Le titulaire est fortement invité à suivre le dispositif pour la réduction et la compensation des émissions de carbone de l'aviation internationale (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation, ou CORSIA) adopté par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour lequel la France est un des Etats volontaires depuis le 1^{er} janvier 2021. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander les documents relatifs à la déclaration des compagnies aériennes comprises dans le marché des émissions de CO₂.

Le titulaire est fortement invité à ce que la « Charte d'engagement sur les relations entre clients et fournisseurs au sein de la filière Aéronautique française » du groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) pour la transformation écologique soit signée par ses prestataires.

Le titulaire devra s'assurer du respect des normes européennes prescrivant des conditions de constitution des flottes et d'exploitation des avions en vue de réduire les nuisances sonores. Le titulaire devra communiquer tout élément justifiant les démarches entreprises pour la réduction et la compensation des émissions carbone.

19.2.3 Maintenance

La maintenance effectuée sur l'avion doit respecter la réglementation en matière de protection de l'environnement. Le titulaire s'engage à utiliser des produits limitant l'impact environnemental en matière de nettoyage de l'avion et de reconditionnement des toilettes comportant des produits d'entretiens naturels ou/et biodégradables.

Il sera nécessaire à ce que le titulaire veille à ce que les produits d'entretiens soient labellisés ecolabel européen et/ou NF environnement.

Le titulaire s'engage également à une meilleure utilisation des ressources : eau, électricité, produits, machines plus performantes et économiques, pour réduire les rejets de carbone, de produits chimiques et les eaux usées, étant de gros facteurs de pollution. Le titulaire devra justifier d'une rationalisation des procédures et des pratiques visant à maîtriser les impacts sur l'environnement : sensibilisation du personnel, formation sur les produits, les économies d'énergie et d'eau, réductions des déchets par le tri et leur valorisation.

Le pouvoir adjudicataire se réserve le droit de demander tous les documents justificatifs relatifs aux engagements du titulaire.

19.2.4 Numérique

Le titulaire est invité à favoriser la digitalisation des communications. De ce fait, il est fortement invité à mettre en place une démarche numérique responsable.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant de la mise en œuvre d'un engagement dans la réduction de l'impact du numérique.

19.2.5 Documentation

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalents). Les enveloppes disposent du label NF Environnement.

20 Droit, langue et monnaie

Les correspondances et les inscriptions sur les documents remis en exécution de l'accord-cadre sont rédigées en français.

Le titulaire est informé que l'administration conclut ses accords-cadres dans l'unité monétaire suivante : euro (unité monétaire de l'accord-cadre).

Les factures seront libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

21 Contrôle des prestations

Le ministère peut poser à tout moment des questions au titulaire sur l'exercice de son activité dans le cadre de l'accord-cadre.

Le titulaire fournit au ministère tout document demandé dans un délai de quinze jours calendaires maximum à compter de la réception de la demande. Il répond aux questions posées dans les meilleurs délais compte tenu de la nature et de la difficulté de la question.

Le titulaire tient une comptabilité propre à l'activité réalisée par lui et, s'il s'agit d'une personne distincte, à l'activité réalisée par l'émetteur au titre de l'accord-cadre.

22 Procédure contentieuse

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

<p>Tribunal administratif de PARIS 7 rue de Jouy 75181 PARIS CEDEX 04 France</p> <p>Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46</p> <p>Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr</p> <p>Site internet : http://paris.tribunal-administratif.fr</p>

Même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, la loi française sera applicable.

23 Résiliation

23.1 Cadre général

Il est fait application des conditions de résiliation définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation aux torts du titulaire ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, la personne publique peut faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

Le titulaire s'engage à transmettre à son successeur, dans un délai d'un mois à compter de la date de résiliation, les éléments nécessaires pour assurer la continuité du service dans les conditions optimales.

23.2 Perte d'agrément CTA

Le présent accord-cadre est conclu en considération de la détention par le titulaire de l'agrément d'exploitant de transport aérien (CTA) indispensable à l'exécution des prestations.

- Obligation d'information : le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur sans délai, et par écrit, de toute suspension, retrait ou non-renouvellement de cet agrément.
- Résiliation de plein droit : en cas de perte définitive ou de suspension de l'agrément nécessaire à l'exercice de l'activité objet du marché, l'acheteur pourra résilier le contrat de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire.
- Modalités : la résiliation prendra effet à la date de notification de la décision de l'acheteur. Elle s'exerce sans préjudice des éventuelles indemnités ou sanctions que l'acheteur pourrait réclamer du fait de l'interruption des prestations.

24 Clause de réversibilité

24.1 Description générale

Cette prestation a pour but d'organiser à l'issue de l'accord-cadre un transfert de connaissances du titulaire aux personnels désignés par l'administration ou à un tiers désigné par celle-ci.

Le titulaire doit coopérer avec l'administration ou avec tout tiers désigné par celle-ci afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément pour les services utilisateurs.

Cette clause peut être mise en place soit dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre, soit dans le cas de la fin normale de celui-ci.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre prestataire et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau prestataire.

Des réunions permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité sont organisées, réunions auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, faire se prolonger le présent accord-cadre au-delà de sa durée de validité indiquée à ci-avant et ce dans le respect des dispositions à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

24.2 Modalités d'exécution

La clause de réversibilité s'exécute en 2 temps :

- Un rapport d'activité doit être transmis à l'administration 8 mois avant la date de fin du présent accord-cadre. Ce document consiste en un retour d'expérience sur l'exécution du présent accord-cadre incluant la description du processus de passation de commande, les documents échangés avec l'administration, les données

de reporting, ainsi que tous les éléments utiles à la reprise d'activité par un nouveau prestataire.

- Au moins une réunion permettant l'échange et la mise en œuvre de cette réversibilité est organisée, dans un délai d'un mois après la date notification de l'accord-cadre.

Les documentations sont remises au format électronique dans un format compatible avec les outils utilisés par l'administration. Le titulaire s'engage à permettre et accompagner la récupération des données appartenant à l'administration.

Le transfert de connaissances se déroule dans les locaux de l'administration ou dans ceux des équipes proposées par elle. La méthodologie d'exécution proposée par le titulaire dans son plan de transfert doit être acceptée au préalable et validée par l'administration concernée.

25 Dérogations au CCAG-FCS

Articles	C.C.P.	C.C.A.G -FCS
Vérifications	Article 10.2	Article 27.3
Contenu des prix	Article 13.4	Article 10.1.4
Pénalités	Article 15.1	Article 14.1